

FUSION CE / BP

TRAHISON ET COPINAGE

Une fois de plus, une fois encore, le SU/UNSA a cédé à ses vieux démons.

- Après s'être répandu en déclarations fracassantes dans la presse, telle une tête de pont de la contestation,
- Après avoir soutenu nationalement et localement une stratégie concertée d'opposition au rapprochement, avec **Sud** et la CGT, et l'avoir revendiquée haut et fort dans le Personnel,

ce syndicat a choisi une porte dérobée plutôt que d'aller au bout de ses « convictions ».

Alors qu'un vrai débat était initié sur l'information préalable nécessaire au positionnement des divers Comités d'Entreprise (communication des plans stratégiques, des business plan, des conséquences sur l'emploi) une véritable trahison s'est perpétrée sur le dos des salariés.

Le prix de cette trahison...

- des rentes de situations dans des instances de représentation du Personnel,
- un « engagement » de Pérol à mettre fin aux contentieux salariaux (il ne pouvait pas faire moins que de confirmer les décisions de la Cour de Cassation),
- une « amélioration » du régime transitoire pour les quelques salariés encore concernés.

...en sacrifiant l'emploi !

Car il est affligeant de constater que **le seul maintien du volume global des effectifs commerciaux sur la période 2009-2012, mais avec des adaptations nécessaires (???)** a suffi pour inverser le positionnement du SU/UNSA.

Le devenir du réseau commercial, des emplois administratifs ou des informaticiens **est dès maintenant en danger, et c'est bien F. Pérol qui l'écrit.**

Et quel leurre que cet ersatz de comité de sous-groupe, voie de garage pour pseudo-syndicalistes en mal de strapontins !

Mais il est vrai que le SU/UNSA s'est lancé dans un combat féroce avec... la CFDT (qui avait été plus prompte dans la trahison !) pour un leadership syndical puéril du nouveau groupe, loin des attentes et aspirations du Personnel.

Dans ce « jeu » pervers, F. Pérol a su tirer les bonnes ficelles. Sa filiation ne fait aucun doute. C'est celle d'un milieu où l'on pratique le copinage et le « coquinage » sans vergogne en négociant dans la clandestinité.

Celle où l'on exclut **Sud**, la 2^{ème} Organisation Syndicale du Groupe, car elle est étrangère à toute compromission.

Celle où l'on fait avaliser par deux organisations syndicales ces pratiques déloyales en mettant en péril la situation des salariés des Caisses d'Épargne et des Banques Populaires.

Pour le Syndicat **Sud**, le combat contre ce projet de rapprochement continue car il est porteur de tous les dangers.

Enfin, parce que nous sommes conséquents et que notre action ne vise que la préservation des intérêts du Personnel, nous continuerons à exiger, y compris par voie de justice, toute la vérité sur cette fusion.

Ce qui est sûr aujourd'hui, avec ce qui vient de se passer : des milliers d'emplois sont plus que jamais menacés dans les caisses d'épargne et les banques populaires.

L'Exécutif national

Solidaires Union syndicale

*J. Bonnard – M. Brugnooge – D. Gilot –
J.L. Kerenflec'h – J.F. Largillière – B. Meyer – J.L. Pavlic –
C. Perrin – S. Rodier – P. Saurin*
Paris, le 19 juin 2009 N° 19-2009

